

ROYAUME DE BELGIQUE.  
-----KONINKRIJK BELGIE.  
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.  
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.  
-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre bis des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 6 août 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant certaines dispositions légales concernant le transport scolaire", a donné le 11 août 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer bis, op 6 augustus 1986 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. "tot wijziging van sommige wetsbepalingen inzake leerlingenvervoer", heeft op 11 augustus 1986 het volgend advies gegeven :

FONDEMENT ET OBJET DU PROJET.

Selon son préambule, l'arrêté en projet a pour base légale la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et notamment l'article 1er, 2°, b et d. Il entre dans les limites des pouvoirs attribués au Roi par l'article 1er, 2°, b, de limiter ou réduire les dépenses de l'Etat en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et dépenses d'autre nature qui sont, ..., à charge de l'Etat.

L'article 4 de la loi du 29 mai 1959, modifiée par les lois du 11 juillet 1973 et du 14 juillet 1975, met en effet à charge de l'Etat le transport des élèves des différents réseaux d'enseignement dans la mesure où ce transport est nécessaire pour assurer aux parents le libre choix du genre d'éducation qu'ils désirent pour leurs enfants. L'exécution de cette obligation a fait l'objet d'une loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de transport scolaire.

L'arrêté en projet tend à réduire le montant des dépenses mises à charge de l'Etat par les lois précitées 1°) en mettant à charge des parents des élèves une partie du coût du transport (voir articles 2, 3 et 4); 2°) en supprimant les services exclusivement destinés aux élèves quand le transport de ceux-ci peut être assuré de façon satisfaisante par un service de transport public (voir article 6).

Le fondement invoqué peut donc être admis.

.../...

PREAMBULE.

1. Il y aurait lieu de viser au préambule les lois que le projet modifie, en indiquant pour chaque article les modifications qu'il a déjà subies et qui sont encore en vigueur.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 2, 3 et 4 :

"Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 4, modifié par les lois des 11 juillet 1973 et 14 juillet 1975;

Vu la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement, notamment l'article 3 (ou les articles 3 et 5) (1);

Vu la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire, notamment l'article 4;"

2. Le visa de l'urgence se justifie par application de l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986. Dans un souci de cohérence, cette disposition devrait être visée elle aussi. L'alinéa 1er du préambule devrait donc être complété par les mots : "et l'article 3, § 2".

En néerlandais, l'alinéa 1er en son entier devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

-----  
(1) Le visa de l'article 5 est en relation avec la proposition qui sera faite lors de l'examen de l'article 5 du projet.

EXAMEN DES ARTICLES.Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté ne s'applique pas au transport, visé par l'article 20 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial, des élèves de cet enseignement".

Articles 2 et 3.

1. Il se recommanderait, conformément à l'usage, de grouper en un seul article les modifications à apporter à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959.

2. L'alinéa nouveau que le projet tend à ajouter à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 est rédigé comme suit :

"Le montant du prix du transport à acquitter par les élèves bénéficiant du transport de libre choix doit, dans tous les réseaux, être égal au tarif de la Société Nationale des Chemins de Fer vicinaux, calculé sur la distance raisonnable".

L'expression "calculé sur la distance raisonnable" manque à la fois d'élégance et de précision.

.../...

Si l'on se réfère au commentaire de l'article que donne le rapport au Roi, il semblerait que, dans l'intention du Gouvernement, les élèves bénéficiant du transport dit "de libre choix" n'auraient à acquitter le prix du transport que pour la partie du trajet correspondant à la distance raisonnable visée à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 et ce au tarif de la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Si l'intention était bien telle, le texte devrait être rendu plus explicite, notamment par l'énoncé préalable du principe de l'intervention de l'élève dans le coût du transport. En outre, la règle figurant à l'article 7, alinéa 1er, du projet trouverait une place plus adéquate dans la loi elle-même, immédiatement après la disposition relative à la part contributive de l'élève. Il est dès lors proposé de rédiger comme suit l'article 2 :

"Article 2.-

A l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par les lois des 11 juillet 1973 et 14 juillet 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots ... (la suite comme au projet);

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

"Les élèves bénéficiant du transport vers une école de libre choix sont tenus d'en acquitter le prix à concurrence du montant correspondant à la distance raisonnable visée à l'alinéa 1er. Ce montant doit, dans tous les réseaux, être fixé suivant le tarif de la Société nationale des chemins de fer vicinaux (1).

.../...

-----  
(1) Cette formule est inspirée de l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire.

Les contributions à acquitter par les élèves sont perçues par la personne physique ou morale qui prend en charge le coût du transport. Lorsque celui-ci est organisé par l'Etat, les recettes sont versées au Fonds prévu à cet effet au budget du Ministère de l'Education nationale".

Article 4 (devenant l'article 3).

Dans le texte français, il faut écrire "Service national de Transport scolaire".

Article 5.

Cette disposition contient une mesure transitoire relative aux autorisations octroyées sur la base de la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun d'élèves des établissements d'enseignement.

Plutôt que de prévoir une disposition autonome, il serait de meilleure technique législative d'insérer cette mesure dans la loi du 26 avril 1962.

L'article 5 de cette dernière loi contenait une disposition transitoire qui a épuisé ses effets et qui pourrait être remplacée sans inconvénient.

La rédaction suivante est dès lors proposée pour l'article 5 du projet, qui viendrait à la suite de l'article 6 (devenant 4) :

.../...

"Article 5.-

L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Les autorisations octroyées avant le (1er janvier 1987) expirent le 30 juin 1987".

Article 6 (devenant l'article 4).

Compte tenu notamment de la proposition qui vient d'être faite pour l'article 5, la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 4.-

L'article 3 de la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun d'élèves des établissements d'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

"L'autorisation est octroyée pour une durée qui ne dépasse pas celle d'une année scolaire.

L'autorisation peut être refusée dans l'un des cas suivants :

- 1° si les élèves qui utilisent le transport commun en paient le prix suivant un tarif différent de celui de la Société nationale des chemins de fer vicinaux;
- 2° si l'itinéraire est déjà desservi par une société de transport public, à moins que le service offert puisse être adapté et qu'il en résulte une dépense moindre pour le budget de l'Etat.

.../...

Elle est retirée d'office si le tarif pratiqué est inférieur à celui de la Société nationale des chemins de fer vicinaux".

On observera que le dernier alinéa du texte proposé reproduit en substance la règle portée par l'article 7, alinéa 2, du projet.

L'article 7, dont l'alinéa 1er a été introduit dans l'article 4 de la loi, devient ainsi sans objet.

Article 8 (devenant l'article 6).

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987".

Article 9 (devenant l'article 7).

C'est en tant que Ministre de l'Intérieur et non en sa qualité de Vice-Premier Ministre, que le premier nommé sera chargé de l'exécution de l'arrêté en projet. Les mots "Vice-Premier Ministre et" doivent dès lors être omis.

-----

RECHTSGROND EN DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen besluit heeft volgens zijn aanhef de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning als rechtsgrond, inzonderheid artikel 1, 2°, b en d. Het beperken of verminderen van de Staatsuitgaven door het vaststellen van het bedrag, de voorwaarden en de modaliteiten van toekenning van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven die, ..., ten laste van de Staat zijn, valt binnen de grenzen van de bevoegdheden die aan de Koning verleend zijn bij artikel 1, 2°, b.

Artikel 4 van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973 en 14 juli 1975, brengt het vervoer van de leerlingen van de verschillende onderwijsnetten immers ten laste van de Staat inzoverre dat vervoer noodzakelijk is om de ouders de vrije keuze van de aard van de opvoeding die zij voor hun kinderen verlangen, te waarborgen. De uitvoering van die verplichting is geregeld in een wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer.

Het ontworpen besluit strekt tot vermindering van het bedrag van de uitgaven die door de voormelde wetten ten laste van de Staat worden gelegd, door : 1°) een deel van de kosten van het vervoer (zie de artikelen 2, 3 en 4) door de ouders van de leerlingen te laten dragen; 2°) de diensten die uitsluitend voor de leerlingen bestemd zijn, af te schaffen wanneer het vervoer van die leerlingen op bevredigende wijze kan worden verzekerd door een dienst voor openbaar vervoer (zie artikel 6).

De aangevoerde rechtsgrond kan dus worden aanvaard.

.../...

AANHEF.

1. In de aanhef zou moeten worden verwezen naar de wetten die door het ontwerp worden gewijzigd, waarbij voor ieder artikel de wijzigingen die het reeds heeft ondergaan en die nog van kracht zijn, zouden moeten worden aangegeven.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede, het derde en het vierde lid :

"Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973 en 14 juli 1975;

Gelet op de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen, inzonderheid op artikel 3 (of op de artikelen 3 en 5) (1);

Gelet op de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer, inzonderheid op artikel 4;"

2. Het beroep op de dringende noodzakelijkheid is te verantwoorden met toepassing van artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986. Ter wille van de algemene samenhang zou ook naar die bepaling verwezen moeten worden. Het eerste lid van de aanhef zou dus moeten worden aangevuld met de woorden : "en op artikel 3, § 2".

.../...

-----

(1) De verwijzing naar artikel 5 houdt verband met het voorstel dat bij het onderzoek van artikel 5 van het ontwerp zal worden gedaan.

Het eerste lid van de Nederlandse tekst van de aanhef zou in zijn geheel als volgt geredigeerd moeten worden :

"Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2°, b en d en op artikel 3, § 2;"

#### ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

##### Artikel 1.

Dit artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

##### "Artikel 1.-

Dit besluit is niet van toepassing op het in artikel 20 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs bedoelde vervoer van de leerlingen van dat onderwijs".

##### Artikelen 2 en 3.

1. Het zou geraten zijn, overeenkomstig het gebruik, de in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 aan te brengen wijzigingen in één enkel artikel te groeperen.

2. Het nieuwe lid dat het ontwerp beoogt toe te voegen aan artikel 4 van de wet van 29 mei 1959, luidt als volgt :

"Het bedrag van de prijs van het leerlingenvervoer te betalen door de leerlingen die van het vrije keuze vervoer genieten moet in alle netten gelijk zijn aan het tarief van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen berekend ten belope van de redelijke afstand".

De uitdrukking "berekend ten belope van de redelijke afstand" is tegelijk weinig stijlvol en onnauwkeurig.

Als men de commentaar op dit artikel in het verslag aan de Koning erop naleest, lijkt de Regering het zo te bedoelen dat de leerlingen die het zogenaamde "vrije keuze"-vervoer genieten de prijs van het vervoer slechts zouden moeten betalen voor het gedeelte van het traject dat overeenstemt met de redelijke afstand bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959, en wel tegen het tarief van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

Is zulks wel degelijk de bedoeling, dan zou de tekst nadrukkelijker moeten worden geformuleerd, meer bepaald door vooraf te handelen over de principiële bijdrage van de leerling in de kosten van het vervoer. Bovendien zou de regel die voorkomt in artikel 7, eerste lid, van het ontwerp, beter op zijn plaats zijn in de wet zelf, onmiddellijk na de bepaling betreffende het gedeelte dat door de leerling moet worden bijgedragen. Derhalve wordt voorgesteld artikel 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

In artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1973 en 14 juli 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp);
- 2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

"De leerlingen die vervoer naar een school van vrije keuze genieten, moeten de prijs daarvan betalen ten belope van het bedrag dat overeenstemt met de redelijke afstand bedoeld in het eerste lid. Dat bedrag moet, in

.../...

alle netten, worden vastgesteld volgens het tarief van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen (1).

De bijdragen die de leerlingen moeten betalen worden geïnd door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de kosten van het vervoer draagt. Wanneer dit vervoer door de Staat wordt georganiseerd, worden de ontvangsten gestort in het Fonds dat daartoe is voorzien op de begroting van het Ministerie van Onderwijs".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In de Franse tekst schrijve men "Service national de Transport scolaire".

Artikel 5.

Die bepaling bevat een overgangsregel met betrekking tot de machtiging verleend op grond van de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen.

Wetgevingstechnisch zou het beter zijn die regeling in te voegen in de wet van 26 april 1962, in plaats van er een autonome bepaling van te maken.

Artikel 5 van laatstgenoemde wet bevatte een overgangsbepaling die onwerkzaam geworden is en zonder bezwaar vervangen zou kunnen worden.

.../...

-----  
(1) Die formule is ontleend aan artikel 4, § 2, tweede lid, van de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer.

De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld voor artikel 5 van het ontwerp, dat zou komen na artikel 6 (dat 4 wordt) :

"Artikel 5.-

Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De machtigingen verleend vóór (1 januari 1987) vervallen op 30 juni 1987".

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

Gelet inzonderheid op het zopas gedane voorstel voor artikel 5, zou de bepaling beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 4.-

Artikel 3 van de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De machtiging wordt verleend voor een duur van ten hoogste één schooljaar.

De machtiging kan worden geweigerd in één van de volgende gevallen :

- 1° indien de leerlingen die van het gemeenschappelijk vervoer gebruik maken daarvoor betalen volgens een tarief dat verschilt van dat van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;
- 2° indien het traject reeds wordt bediend door een openbare vervoermaatschappij, tenzij de dienstverlening aangepast kan worden en er een geringere uitgave voor de Rijksbegroting uit voortvloeit.

Zij wordt ambtshalve ingetrokken indien het toegepaste tarief lager is dan dat van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen".

Er zij op gewezen dat het laatste lid van de voorgestelde tekst in hoofdzaak de regel van artikel 7, tweede lid, van het ontwerp overneemt.

Artikel 7, waarvan het eerste lid opgenomen is in artikel 4 van de wet, wordt zodoende overbodig.

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

De Franse tekst van het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987".

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

De eerstgenoemde wordt als Minister van Binnenlandse Zaken en niet in zijn hoedanigheid van Vice-Eerste Minister belast met de uitvoering van het ontworpen besluit. De woorden "Vice-Eerste Minister en" moeten bijgevolg vervallen.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,  
de Heren :

président de chambre,  
kamervoorzitter,

P. FINCOEUR,  
P. MARTENS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. RIGAUX,

assesseurs de la  
section de législation,

F. DELPEREE,

assessoren van de  
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,  
Mevrouw :

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

P. TAPIE.